

# Rapport du GIEC. La bataille du climat très mal engagée !

[Imprimer](#)

Écrit par Aziz Diouf  
Publication : 9 octobre 2018  
Affichages : 390





**Le rapport de 250 pages rédigé par près d'une centaine d'experts et validés par les États signataires de l'Accord de Paris révèle qu'en 2017-2018, la planète a déjà atteint 1°C d'augmentation du mercure depuis l'époque préindustrielle. Or, l'objectif de ce traité international est d'ajouter une marge ne dépassant pas 0,5°C maximum d'ici à 2100. Pourra-t-on gagner cette bataille ?**

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a rendu publique, hier (lundi 8 octobre 2018), son étude sur les effets d'une hausse de 1,5° C des températures mondiales à l'horizon 2100. Selon cette étude, qui

est une première mondiale commandée par les 197 États signataires de l'Accord de Paris, la bataille du climat est très, très mal engagée. En effet, le rapport de 250 pages rédigé par près d'une centaine d'experts et validé par ces États révèle qu'en 2017-2018, la planète a déjà atteint 1°C d'augmentation du mercure depuis l'époque préindustrielle. Or, l'objectif de l'Accord de Paris est d'ajouter une marge ne dépassant pas 0,5 °C maximum d'ici à 2100. Pourra-t-on gagner cette bataille ? Pas si sûr car si nous demeurons au rythme actuel, le monde connaîtrait une hausse de 1,5°C de la moyenne des températures entre 2030 et 2052 ! Soit 48 ans avant l'échéance très optimiste de l'Accord de Paris, ce qui entraînerait des catastrophes irréversibles autant pour les humains que pour beaucoup d'autres espèces vivantes.

## **Des catastrophes irréversibles en vue**

Sous l'effet de la hausse du niveau de la mer, les territoires les plus vulnérables, en l'occurrence les îles, seraient complètement englouties. Dans les océans, qui subissent déjà des changements sans précédent, les écosystèmes seraient complètement transformés. Dans un monde à +1,5°C, l'hémisphère Nord souffrirait le plus de la multiplication et l'intensification des vagues de chaleur. Le Sud de l'Europe risquerait de basculer

dans la désertification. Et à 2°C, un niveau que le GIEC qualifie d'irréversible, les risques d'inondation et de sécheresse seraient plus renforcés, touchant principalement l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie. Les cyclones tropicaux deviendraient également beaucoup plus violents. Alors que faut-il faire pour éviter ce scénario catastrophe ?

Il faut baisser les émissions de gaz à effet de serre (GES) des activités humaines qui sont la principale cause du réchauffement climatique. Tout le monde le sait ! Les émissions de GES dues aux activités humaines produisent un taux de 0,17 °C par décennie depuis 1950. Mais vu l'urgence, comment faut-il s'y prendre ? Interrogés sur cette question, la plupart des rédacteurs du rapport du GIEC ont préféré botter en touche. «Notre mandat est d'être descriptif et non prescriptif», rappelle Jean-Charles Hourcade, économiste au Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (Cired) et l'un des principaux auteurs du rapport. «Le rôle du GIEC n'est pas de déterminer si 1,5°C est faisable», ajoute Henri Waisman, chercheur à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), corédacteur du rapport.

**Vulgariser les techniques de capture de CO2**  
Devant la gravité de la situation et de la

particularité de cette étude qui, rappelons-le, est une première, les experts du GIEC ont quand même suggéré des solutions qui méritent d'être creusées et approfondies par exemple lors de la COP24, prévue en décembre en Pologne. Ledit groupement a notamment suggéré d'utiliser à grande échelle les techniques de capture de CO<sub>2</sub> pour produire ce qui est appelé «émissions négatives». Les États-Unis auraient opté pour cette solution pour laquelle ils sont à la pointe. Seulement, pour l'instant, les technologies sont très embryonnaires ailleurs. Restent les forêts et les sols, et leur capacité à capter et garder le carbone. Une solution moins prisée parce qu'elle risquerait de faire apparaître des tensions avec les agriculteurs qui auraient moins de surfaces arables disponibles. Aussi, le GIEC insiste sur la nécessité de réduire drastiquement la demande en énergie des bâtiments, de l'industrie et des transports. Les émissions de GES mondiales doivent quant à elles baisser de 45% d'ici à 2030 (par rapport à 2010) et la part des énergies renouvelables pour la production d'électricité doit passer entre 70 et 85% en 2050. Le rapport préconise également la réduction de la pollution de l'air qui permet de limiter le réchauffement, d'améliorer la santé humaine et la qualité de l'environnement. Ici, ce sont les secteurs industriel et du transport qui sont interpellés. Les experts du

GIEC parlent aussi de l'indispensable implication du secteur financier pour enclencher une vraie dynamique vers la transition écologique. Quoi qu'il en soit, c'est aux États de prendre leur responsabilité. Ils devront d'abord commencer par accepter le principe de devoir relever le niveau de leurs engagements de réduction d'émission de GES. Et c'est sans doute ce à quoi va fermement s'employer la CNUCC - Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique - lors de la COP24 qui aura lieu en décembre à Katowice.